

Cette dernière citation je l'ai prise dans la cinquième partie du discours du trône intitulée «Une politique étrangère active». Que se passe-t-il? On suppose que lorsque le gouvernement parle de nation dans ce contexte, il veut parler du gouvernement national, et invite les représentants de l'Ouest à transmettre son message à leurs électeurs. Mais depuis le 18 février, le gouvernement n'a rien fait pour les taux d'intérêt, rien fait pour l'expansion du port de Prince Rupert, la conversion au système métrique, le jumelage du CN et des députés de l'Ouest, les Jeux olympiques qui ont été une occasion pour M. Trudeau de montrer combien il raffole de faire des pieds de nez à l'Ouest.

Au sujet de la très importante question de l'énergie, le discours du trône parle de la sécurité de nos approvisionnements tout en se montrant hostile à l'industrie pétrolière en général, à l'exception de Petro-Canada qui emploie maintenant directement presque un Albertain sur trois. Depuis qu'il a été nommé, presque tout ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a dit ou a fait, a contribué à mettre en péril la sécurité de nos approvisionnements et notre auto-suffisance énergétique. Et cela inclut naturellement la joie qu'il exprimait l'autre jour en disant que les Canadiens paieront encore plus que le cours mondial pour acheter du pétrole mexicain, mais ne paieront plus le prix mondial pour le pétrole synthétique de fort McMurray.

S' imagine-t-il qu'une telle attitude va favoriser les futures usines de Alsands et Cold Lake? S' imagine-t-il que sa politique va aider à équilibrer notre balance des paiements ou créer de l'emploi à l'est et à l'ouest du Canada? La réponse est non, monsieur l'Orateur. Les Canadiens de l'Ouest sont de plus en plus convaincus qu'il n'y a personne au sein du cabinet capable de parler réellement au nom de l'Ouest. Ils sont convaincus que le pouvoir est encore aux mains du Canada central, appuyé par un gouvernement qui y a gagné sa majorité—majorité bien faible—en faisant campagne sur le dos des Canadiens de l'Ouest.

Un grand nombre d'entre eux ont été scandalisés par les résultats des élections et d'après moi, les gens de l'Ouest sont de plus en plus amers de voir les fruits engendrés par de semblables résultats. Ils constatent que de nouveau le gouvernement fédéral tourne ses batteries, non pas son oreille, en direction de l'Ouest. Ce n'est pas nouveau. Les gouvernements libéraux successifs ont maintes et maintes fois renié les promesses qu'ils avaient faites à l'Ouest en adoptant des programmes qui ne tenaient pas compte de cette région ou encore qui l'exploitaient. Cette attitude de nos vis-à-vis a toujours été considérée comme un étalage de pouvoir. Durant les 11 années de gouvernement dirigé par le chef actuel, les habitants de l'Ouest ont senti que l'on voulait promouvoir une politique nationale fortement centralisée qui laissait bien peu de place à la diversité et qui a entraîné des disparités sociales et économiques. A mon avis, l'injustice des sacrifices que l'on nous a imposés et les inégalités que ressentent les habitants de l'Ouest sont l'une des sources de l'insatisfaction des Canadiens français, des habitants des Maritimes et de l'Ouest.

● (1720)

Comment se fait-il que les libéraux n'aient pas su recueillir suffisamment d'appui pour faire élire un seul député entre la

vallée de la rivière Rouge et le Pacifique, le 49<sup>e</sup> parallèle et l'Arctique? Les habitants de l'Ouest ont voté, tout simplement, pour assurer leur survie. Ils ont rejeté le parti libéral dont on dit que les programmes ne favorisent que deux provinces du pays.

Peut-être, si vous n'habitez pas l'Ouest, vous ne pouvez pas vraiment comprendre cette rage impuissante que nous ressentons après avoir essayé de faire entendre notre point de vue régional particulier, mais sans succès. Personne n'a peut-être vraiment essayé de comprendre. Il se peut que nos problèmes et nos préoccupations qui nous paraissent particulièrement importants n'intéressent même pas le reste du Canada. Il semble que ce soit le cas. En outre, le public en général ne paraît pas très bien connaître la situation de l'Ouest. Nous ferions mieux de commencer à nous renseigner nous-mêmes immédiatement.

Depuis l'application de la politique nationale de Sir John A. Macdonald dans les années 1870, l'Ouest a été considéré comme une source d'approvisionnement en matières premières et comme le marché du Canada central. Pendant des générations, les habitants de l'Ouest ont assisté au déplacement de leurs richesses vers l'Est. L'Ouest a eu la mainmise sur ses ressources à partir du moment où il a pu en arracher ce contrôle au gouvernement Mackenzie King dans les années 30.

Le boom pétrolier de 1947 qui suivit la découverte de pétrole à Leduc n'a touché qu'une province de l'ouest du Canada. En 1972, les pays de l'OPEP ont commencé à augmenter le prix du pétrole. Les Albertains ont cru qu'après cent ans, ils pourraient connaître la prospérité, mais le centre du pays en a jugé autrement. Le gouvernement Trudeau a imposé une taxe à l'exportation sur le pétrole brut pour aider l'industrie de l'Est qui devait s'approvisionner en pétrole étranger au prix fort. Les Albertains étaient furieux. Je ne peux pas insister trop fortement sur le fait que leur fureur ne s'est pas calmée depuis le 18 février. Les produits manufacturiers, la production d'or, l'électricité ou quoi que ce soit n'ont jamais été taxés à l'exportation pour subventionner les gens de l'Ouest. Tout le monde le sait, c'est alors que s'est posé le problème bien connu des ressources naturelles, de leur contrôle et de l'établissement du prix du pétrole.

Il ne s'agit pas uniquement de mécontentement. Il s'agit de questions touchant le tarif-marchandises, l'industrie, l'agriculture, les opérations bancaires et la culture. Prenons, par exemple, l'élevage du porc. L'exemple est révélateur. L'Ontario et le Québec importent des céréales fourragères des Prairies grâce à un tarif-marchandises fortement subventionné; ces provinces établissent des parcs d'engraissement et des abattoirs, alimentent leurs animaux de céréales fourragères de l'Ouest, privant ainsi les provinces des Prairies de l'aspect lucratif de la production. En raison des subventions fédérales au transport des céréales fourragères, entre autres, les chiffres démontrent qu'il en coûte moins cher d'expédier 880 livres d'orge à l'extérieur des Prairies que 160 livres de porc congelé. C'est incroyable. Cela permet aux provinces sans céréales de provende d'élever des porcs et de les abattre. Le contribuable canadien en général et l'industrie de l'élevage du porc de l'Ouest en particulier en font les frais. Ce n'est certainement pas le cas lorsque